

brutal, mais au contraire une décision simple, facilement compréhensible à ceux qui auront à l'exécuter.

Nos lecteurs nous sauront gré de reproduire ici, d'après M. Puaux, une des plus belles pages du grand soldat à qui la France a remis ses destinées :

Quand vient l'heure des décisions à prendre, des responsabilités à encourir, des sacrifices à consommer—et ces décisions il faut les prendre avant qu'elles soient imposées, ces responsabilités, il faut aller au-devant d'elles, c'est l'initiative partout qu'il faut s'assurer, c'est l'offensive qu'il faut déchaîner en tous points—où trouver les ouvriers de ces entreprises toujours risquées et périlleuses, si ce n'est dans les natures supérieures, avides de responsabilités? celles-là qui, profondément imprégnées de la volonté de vaincre, trouvent dans cette volonté, comme aussi dans la vision nette des seuls moyens qui conduisent à la Victoire, l'énergie d'exercer sans hésitation les droits les plus redoutables, d'aborder avec aplomb l'ère des difficultés et des sacrifices, l'énergie de tout risquer, même leur honneur, car un général battu est un chef disqualifié.

Il est des circonstances où un général ne doit s'inspirer que de sa conscience et savoir agir sous sa propre responsabilité, même à l'encontre des ordres reçus.

Celui qui trouve de pareils accents sait aussi forcer la victoire. La deuxième partie de l'étude de M. Puaux nous expose l'œuvre formidable accomplie par le général Foch depuis le début des hostilités. Ce passé, rempli de lauriers, nous garantit un proche avenir.

LÉON DAUDET.

L'Action Française.

La solution socialiste

Sur cette question toujours posée devant les gouvernements et devant l'opinion, par les agitations du socialisme, voici le jugement de M. le sénateur de Lamazelle dans la *Croix de Paris*.

Jamais le socialisme n'a trouvé et ne trouvera une meilleure occasion de faire ses preuves, de donner la mesure de ce qu'il peut et de ce qu'il vaut que lors du triomphe de la révolution russe. Il avait avec lui, sans aucun doute, le peuple entier, ouvriers et paysans; il avait donc incontestablement le nombre, le Nombre qui est non pas seulement la force matérielle, mais aussi la seule force morale que le socialisme reconnaisse vraiment. Il possédait même, nous disait-on, ce qui, en fait, est toujours nécessaire à un parti pour réaliser son œuvre, il avait "l'homme". "L'Homme", c'était Kerensky, c'est-à-dire, nous affirmaient nos socialistes français revenus alors de Russie, Saint-Just et Danton réunis et comme fondus dans le même personnage.

Ce qu'a fait le socialisme en Russie avec toutes ces conditions de victoire et, nous disait-on, d'honneur, hélas! chacun de nous le sait aujourd'hui! Au bout de quelques mois il a sombré dans la lâcheté, la honte et la servitude. Tombé bien vite aux mains des bolcheviks, fraction de beaucoup la plus nombreuse et la plus forte de ses membres, il a livré le droit à la force par le traité de paix le plus infâmant que l'histoire ait jamais enregistré, et il se vautre chaque jour de plus en plus aux pieds de l'Allemagne à qui il livre, pieds et poings liés, son malheureux pays.

Après cette expérience désastreuse, le socialisme cependant ne baisse pas la tête. Il émet au contraire aujourd'hui la prétention de dicter et d'imposer au monde la solution du conflit le plus épouvantable qui l'ait jamais bouleversé... Cette solution quelle est-elle? La voici: les délégués de l'"Internationale des travailleurs" se réuniront et fixeront de concert les conditions de la paix que les belligérants devront accepter.

Mais à ce Congrès, il faudra aussi convoquer les représentants du socialisme allemand. Or, nous savons d'avance la paix qu'ils veulent: jamais ils ne consentiraient à rendre à la France l'Alsace-Lorraine, et ils entendent bien surtout que cette guerre se termine par un traité qui assurerait à l'Allemagne sa prépondérance, sa royauté économique dans le monde entier. Tout en repoussant certaines exagérations des pangermanistes, c'est donc bien la paix allemande que voteraient les délégués du socialisme allemand. Et il est bien clair ainsi que ce serait la paix allemande qui sortirait des délibérations du Congrès de l'Internationale. Les faits précédemment énumérés le démontrent de la façon la plus certaine.

Que feraient alors les socialistes français qui, aujourd'hui, la repoussent avec indignation. Il leur serait en vérité, bien difficile de ne pas l'admettre. En effet, confier à un Congrès de l'Internationale la solution du conflit, comme ils le veulent à l'heure présente, c'est s'engager d'avance à accepter ses décisions. Refuseraient-ils de s'y soumettre en déclarant que la décision blesse le droit? Le droit? Mais pour les socialistes où donc est sa source, son unique source, sinon dans la volonté de la majorité seule souveraine; et c'est la majorité qui aurait ici décidé souverainement.

Que les socialistes patriotes, que les socialistes de tous pays qui tiennent pour la cause du droit, réfléchissent, et ils s'apercevront bien vite que cette prétendue solution socialiste est inspirée par l'Allemagne qui veut renouveler à l'égard de tous ses adversaires la manœuvre qui, en Russie, lui a une première fois si bien réussi.

Sans emportement, ou plutôt sans ravissement d'esprit, point de génie.

JOUBERT.